

Les conditions sociales de la démocratie assembléiste¹

JOSÉ LUIS MORENO
PESTAÑA

Philosophe, université
de Cadix

Un mouvement partiel mais pluriel

L'apparition du 15M a d'abord suscité un grand intérêt. Selon les calculs, entre 2,2 et 7,4 millions de personnes ont participé aux activités du mouvement 15M.² Les assemblées organisées un peu partout sont devenues un centre d'attention collectif qui a attiré bon nombre de curieux, souvent prestigieux : acteurs, intellectuels, nationaux et internationalement connus, personnalités du monde de la culture et de la politique, etc. Les premiers jours, le mouvement a non seulement fait apparaître de nouveaux activistes, mais il a aussi fait réapparaître d'anciens cadres politiques éloignés de la vie publique.

Les assemblées sont ainsi devenues un espace de rencontre hétérogène socialement et culturellement. À des participants d'origine sociale élevée, se sont mêlés d'autres, d'origine ouvrière, qui sont également intervenus dans les débats culturels et politiques. À la fin du mois de mai 2011, une commission sur les modèles de démocratie, qui devait préparer un débat ouvert au cours d'une assemblée, rassemblait ainsi un ouvrier, une étudiante en droit, un professeur du secondaire et un professeur d'université. L'exposé du jeune ouvrier, préparé à partir des informations de Wikipedia, a soulevé des critiques qu'il a rejetées avec tranquillité et avec le sourire : « Je suis venu ici pour me cultiver. Je parle de ce que je connais. Donne-moi quelque chose de mieux et je le lirai ». Ses interventions invitaient à considérer de manière réaliste les modèles de démocratie proposés. Ainsi, évoquait-il, au cours de la discussion sur les processus de rotation et de tirage au sort dans la démocratie athénienne, la difficulté de gérer, avec ce genre de procédés, les communautés de voisins à cause, entre autres, de l'individualisme régnant et du manque de compétence pour la gestion des affaires courantes.

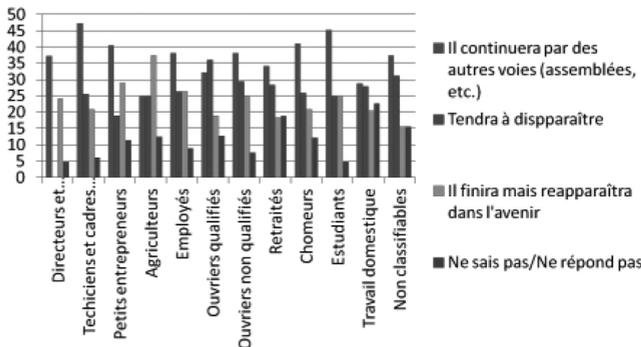
1. Cet article – résumé d'un travail plus long non publié – s'appuie sur une étude ethnographique (observation participante, commencée dès le premier jour et qui se poursuit). L'enquête a eu lieu dans deux villes : dans la première durant les 15 premiers jours du mouvement, dans la deuxième, depuis le 1er juin 2011 jusqu'à aujourd'hui. Dans deux autres villes, nous avons mené des entretiens permanents avec des participants sur la logique des assemblées. On a également utilisé des données issues de deux enquêtes du Centro de Investigaciones Sociológicas: Barómetro CIS juin 2011 (figures 1 et 2) et Barómetro post-electoral Elecciones generales 2011 (figure 3).
2. Voir le blog <http://www.ciencia-explicada.com/2011/10/analisis-estadistico-del-movimiento-15m.html>, consulté le 12 septembre 2012. 10,9% de la population enquêtée a participé selon le sondage de juin 2012 du CIS.

Dans une autre ville, ce fut un jeune fonctionnaire qui voyait un trésor dans l'existence de débats et d'assemblées, même s'il avouait ne pas comprendre tout ce qui était dit et ne pas souscrire à tout ce qu'il entendait. Un autre ouvrier au chômage, particulièrement actif dans toutes les actions culturelles du mouvement, racontait avec fierté à ses amis avoir présenté et modéré un débat sur la réforme de la Constitution. Par ailleurs, il s'avérait qu'un niveau culturel plus élevé n'implique pas toujours plus de ressources utiles : un ingénieur et un mannequin, qui participaient avec un employé public et un professeur à une autre commission de formation, reconnaissaient ainsi ne pas savoir ce qu'était un syndicat...

Le sondage du Le sondage de juin du Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) montre que la sympathie à l'égard du mouvement était grande parmi les catégories d'ouvriers qui affirmaient avoir suivi le mouvement avec intérêt. La réponse à la question posée sur son avenir, qui peut être considérée comme un indicateur d'une possible participation, montre la confiance des ouvriers non qualifiés et plus encore celle des employés, dépassant celle des directeurs et des professionnels³. Même si, comme le montre la figure 1, les catégories qui se montrent les plus optimistes à l'égard de l'avenir des assemblées du 15M sont les techniciens et les cadres moyens, les étudiants et les chômeurs (les premiers ont *a priori* plus de capital culturel et, dans le cas des étudiants, ils ont plus de temps libre). Dans la figure 2, on voit que cette confiance augmente parallèlement au capital culturel bien que les différences ne soient pas énormes.

Figure 1

Avenir du 15M selon condition socioéconomique

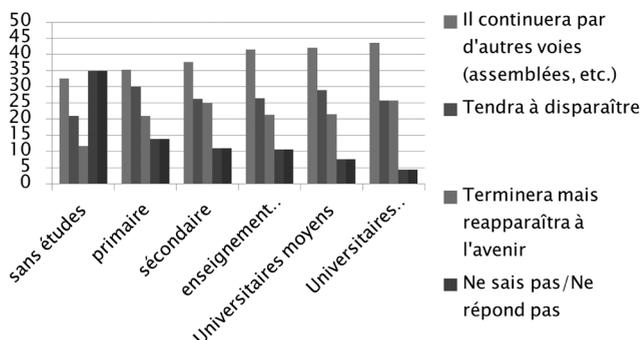


3. 70% de la classe moyenne/élevée avaient suivi le mouvement avec beaucoup d'intérêt ou avec intérêt contre 46,6 des ouvriers qualifiés et 40,1% des ouvriers non qualifiés.

Analyse secondaire des données du baromètre CIS juin 2011. Les réponses correspondent à ceux qui manifestaient au moins un peu d'intérêt. De la première catégorie jusqu'à la dernière (Directeurs et professionnels jusqu'à "non classifiables") les pourcentages de "Aucun intérêt" étaient les suivants: 14,4%, 6,6%, 18,6%, 50%, 15,8%, 23,6% (ouvriers qualifiés), 16,5% (ouvriers non qualifiés), 33,8%, 19,7%, 16,8%, 29,4%, 11,1%.

Figure 2

Avenir du 15M selon niveau d'études



Analyse secondaire à partir du baromètre CIS juin 2011. Les pourcentages de « Aucun intérêt », non compris dans la question, étaient : 45,9% (Sans études), 28,4% (Primaire), Secondaire (14,8%), FP (14,5%), Moyennes universitaires (7,8%), Supérieures (8,4%), Ne répondent pas (33,3%).

Quelle conception avons-nous d'une assemblée? Quelle est la différence entre une assemblée et une mobilisation?

Le mouvement a pratiqué différents modes d'action collective. L'action dite « micro ouvert » permet l'expression des participants. Les interventions peuvent se succéder sans connexion, leur seul objectif est de manifester des états d'esprit, des idées, etc. Des débats peuvent, bien sûr, découler des interventions, même si ce n'était pas l'objectif initial. L'« agora » était un lieu de discussion intellectuelle où l'expression se limitait au thème abordé et où on ne prenait pas de décisions. En définitive, une assemblée est un espace

régulé par l'ordre du jour et dont émergent des accords collectifs qui peuvent toucher des questions politiques ou organisationnelles diverses.

Après la manifestation du 15 octobre, qui fut un énorme succès d'assistance, une assemblée a commencé à débattre de l'impossibilité de dépasser le chiffre de 20 participants (au mois de juin 2011, ils étaient plus de 100). La personne qui a lancé l'idée – un des référents de cette assemblée – n'a pas hésité à rendre public son pessimisme. Au-dessous d'un certain seuil, il semble que les participants n'aient plus le sentiment d'être dans des assemblées populaires mais dans des groupes affinitaires plus ou moins politiques. Quelle en est la raison ? Les réunions ont cessé d'être socialement et politiquement hétérogènes et commencent à s'articuler autour d'un petit groupe de participants. Au-dessous d'un certain seuil, les participants ne se considèrent pas comme une assemblée. On retrouve le même sentiment au-dessus d'un certain seuil car il n'est pas facile de parler face à des assemblées très nombreuses. Rares sont ceux qui peuvent le faire : les discours doivent être brefs et donnent l'impression d'un débat schématique et contrôlé par un nombre limité de participants. Le recours aux applaudissements et aux acclamations ne correspond pas au mode d'expression propre au mouvement, fondé sur l'idée de « civiliser » l'espace de discussion par des signes d'accord et de désaccord le moins agressifs possibles (mouvement des mains copié sur le langage des sourds) et par le contrôle du temps pour permettre le plus grand nombre possible d'interventions. En outre, et c'est fondamental, une assemblée suppose une présence partagée et une continuité. Selon Hannah Arendt⁴, une participation politique qui ne fait pas de promesses est impossible : la promesse minimum est que la discussion continuera et qu'elle aura des effets qui concerneront tout le monde. Ainsi, une employée (40 ans, sans socialisation politique préalable) décrit les gens violents, avec lesquels il est impossible de cohabiter dans le mouvement, comme « ceux qui quittent les assemblées lorsqu'on ne leur donne pas raison ». Cette femme, qui participe encore aujourd'hui au mouvement, se définit comme « n'étant ni de gauche, ni de droite », mais elle définit bien la condition de la politique démocratique dans les assemblées. Les comportements « insupportables » se caractérisent, dit-elle, par leur « agressivité verbale et gestuelle et par une manière verticale d'agir » et par une relation utilitaire avec le mouvement. Non seulement ceux qui ont ce genre de comportement quittent les assemblées et font « ce

4. Arendt, Hannah (1993): *La condición humana*, Barcelona, Paidós.

qui leur chante », mais, « lorsque cela les intéresse, ils font partie du 15 M et, lorsque cela ne leur convient pas, ils s'en éloignent et ne se réclament plus du mouvement ».

Un des traits « antipolitiques », par définition, est, selon elle, la transformation du désaccord en insultes et en suspicion. Elle était, en fait, harcelée par les réseaux sociaux et recevait constamment des sanctions dans les interactions en face à face. Pour ceux qui ont une vision techniciste de la politique – consciente ou non, peu importe –, intervenir politiquement est une action technique : il s'agit de choisir les moyens efficaces pour les bons objectifs. Ceux qui ne sont pas d'accord sont naïfs ou, pire, ce sont des traîtres. L'accusation de trahison ou le soupçon d'être un « infiltré » (de la police, des partis politiques, des syndicats) fonctionnent selon la logique suivante : étant donné que, dans le passé, quelqu'un a adopté une position qui a déclenché un certain état de choses, ceux qui, aujourd'hui, adoptent des positions similaires, conduisent au même objectif. Mais, on ignore ainsi que l'action humaine est irréversible et que les effets imprévus ne peuvent pas être corrigés.

La politique et le malentendu comme conditions de cohabitation

Devenu un centre d'intérêt médiatique et ayant capté une grande sympathie, le mouvement est apparu comme un événement important et ceux qui y assistaient ont partagé l'impression de « faire l'histoire ». La conviction de pouvoir fonder la politique sur de nouvelles bases, d'honnêteté, de justice sociale et de participation, a permis de parler de *Spanish revolution*. Cette prise de position en faveur des revendications « démocratiques » – au-delà de la gauche et de la droite – a permis au mouvement de recevoir des appuis politiquement hétérogènes.

Mais, que signifie ici « démocratique » ? Les participants aux assemblées n'organisent évidemment pas leurs interventions après avoir médité un manuel de philosophie politique. Dans le cas qui nous occupe, « démocratique » signifie, fondamentalement, critique radicale du système politique en vigueur et de ses acteurs : de gauche ou de droite, de la société civile ou de l'État, entrepreneurs ou syndicalistes. La démocratie existante serait une falsification de la véritable démocratie. Dans sa variante la plus courante, cette critique introduit une victime (le peuple, d'où le mot d'ordre « Nous sommes 99% »), que l'on présente comme opprimée par les

pouvoirs du système (banques, partis, syndicats, tous plus ou moins interchangeable et unis par une solidarité obscure). Mikhail Bakhtine⁵ définissait comme « multi-accuté » tout signe idéologique ouvert à des interprétations différentes et même opposées. La polarité idéologique *sujet libre / système oppresseur* permet la coexistence de cadres idéologiques très différents : « de gauche » ou « de droite ». Cette cohabitation n'est pas seulement celle d'acteurs différents – affiliés, par exemple, à la pensée libérale et à l'extrême gauche – qui, par un malentendu plus ou moins inconscient, ne retiennent de leur interlocuteur que ce qui coïncide avec leurs présupposés et oublie ce qui s'en écarte. Elle se produit aussi – et c'est le plus intéressant – chez les acteurs eux-mêmes.

Ainsi, trois militants du 15 M (techniciens moyens, travailleurs salariés, moins de 30 ans et sans socialisation politique préalable) disent ne pas avoir de filiation politique et « ne pas croire à la politique ». Pourquoi ne croit-on pas à la politique ? Plutôt qu'à la politique – car les assemblées ont une composante politique –, ce à quoi on ne croit pas, c'est à la structure en vigueur du champ politique. La description que l'un entre eux fait de son collectif, *Democracia real ya* (*Démocratie réelle tout de suite*) est significative : « Ici, nous n'avons pas de gens des partis ; il n'y a eu qu'une personne qui a milité dans un parti, mais elle n'est plus là ». Ce sont des « gens debout » et le plus important c'est qu'ils conservent leur singularité : « Nous sommes très nombreux et on ne peut pas nous définir avec une quelconque idéologie ». L'idéologie, selon eux, abêtit et collectivise, alors qu'eux se caractérisent par des décisions rationnelles et singulières. La distribution entre la gauche et la droite est très imparfaite : il n'y a pas, en effet, un bon côté où on pourrait se situer, il s'agit d'une division inopérante. La pratique des loyautés verticales dans les partis (vis-à-vis de chefs cachés) s'oppose aux loyautés horizontales cultivées dans l'assemblée : « Les gens de *Democracia real Ya* sont des personnes normales, comme ceux qui vont à l'assemblée ».

Loin du champ politique (avec sa structure partisane et syndicale) comme du « royaume du péché », beaucoup de compositions discursives deviennent viables puisque les divisions normalisées du monde politique s'avèrent inefficaces. Ainsi, peut-on déplorer, d'une part, la dégradation des conditions de travail avec des arguments identiques à ceux que défendent les syndicats. Mais, en même temps, on peut ridiculiser la dernière grève générale contre le gouver-

5. Voloshinov, V. (1992): *El marxismo y la filosofía del lenguaje*, Madrid, Alianza.

nement socialiste de Zapatero, en disant qu'elle a démontré le faible appui des syndicats, en insistant sur le fait que celui qui a fait grève l'a faite « par peur des piquets » et en faisant appel à des images très médiatisées (« ces piquets qui s'en prennent aux tables d'une cafétéria »). On évoque l'exemple d'une grande surface commerciale « qui a fermé parce que les piquets sont arrivés, ont fait une petite photo et, quand ils sont partis, on a rouvert les portes ». Dans ce cas, un acteur politique, le syndicat, affronte la société civile qui rassemble les travailleurs et les entreprises qui ont dû supporter la mise en scène d'une fausse grève générale qui « en tout cas, devait se faire avant ». La même stigmatisation des syndicats apparaît dans une autre situation. Avant de reconnaître qu'elle ne savait pas ce qu'était un syndicat, un mannequin (sans socialisation politique préalable, 30 ans) insiste sur le fait qu'elle n'a pas participé à la grève générale parce que « les syndicats ont ruiné sa vie ». L'institution où elle travaillait l'avait empêchée, en effet, de devenir fonctionnaire et elle n'avait pas obtenu l'appui des syndicats. Son compagnon (ingénieur, sans socialisation politique préalable, 30-35 ans) nuance la critique. Dans son entreprise, il doit souvent affronter les syndicats même s'il reconnaît qu'ils font beaucoup pour les travailleurs. Un autre interlocuteur (employé public, ancien militant d'extrême gauche, 55 ans) intervient en présentant les syndicats comme un élément de l'appareil de l'État. L'élaboration d'un espace idéologique commun, fondé en grande partie sur le malentendu, ne doit pas être perçue comme un exemple d'hypocrisie, mais comme le résultat du fait que les sujets centrent leur attention, comme dans toute interaction, sur certains aspects au détriment des autres. Le résultat : une idéologie commune fondé sur la compréhension sélective d'autrui.

Une altération des logiques temporelles

L'activité politique altère aussi les cadres temporels des agents avec l'évidente sanction des proches. Ainsi, un des militants de *Democracia Real Ya* signale les reproches de sa fiancée à propos de son assistance aux assemblées : « Dis-moi, depuis quand es-tu devenu un politicien ? » Une autre personne qui assiste à l'entretien souligne l'incompatibilité entre les assemblées quotidiennes et les exigences du travail : « Chaque jour que je travaille, je dois laisser tomber ce type de démocratie car je ne peux pas participer ». À ce propos, les dilemmes politiques n'ont pas changé depuis la naissance

de la démocratie. La révolution d'Ephialtès et de Périclès (461 a. C) à Athènes a conduit à rétribuer les postes publics, ce qui empêchait que les pauvres, sans temps de loisirs, soient pénalisés par le tirage au sort et le roulement des mandats. Poser ce problème dans les assemblées et dans le débat politique a mis en lumière une des contradictions de l'idéologie du mouvement : défenseur, d'un côté, de la démocratie radicale et, de l'autre, critique de la rétribution des postes publics, ce qui limite *de facto* la participation politique aux oligarchies ayant du temps libre.⁶ Etant donné la diabolisation massive des politiques (devenus « interchangeables » : tous se valent), cette argumentation provoquait des silences ou, dans le meilleur des cas, des adhésions discrètes. Le problème était posé de manière particulièrement visible lors de la rupture des cadres temporels quotidiens qu'exigeait la participation et qui la rendait très coûteuse pour ceux qui avaient des charges familiales et/ou de travail.

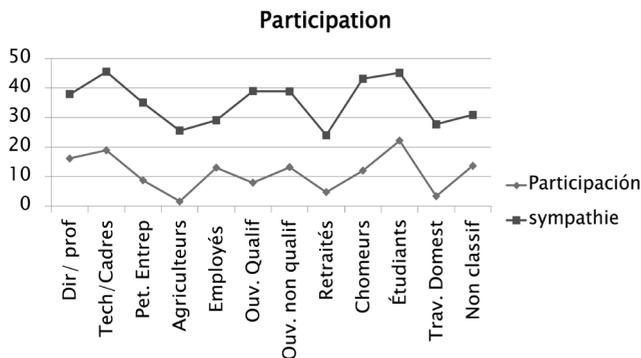
Dès le début du mouvement, il y eut des initiatives qui montraient une conscience aigüe du problème : l'assemblée de la Plaza del Palillero de Cadix a organisé une garderie avec des bénévoles. Mais ce type d'efforts n'est pas devenu une constante de l'action politique du mouvement. D'une part, parce que la diminution du nombre de personnes ne permettait pas de consacrer des forces à des tâches si terre à terre et, d'autre part, parce que la hiérarchisation des activités (celles liées à la haute politique et à l'impact médiatique étaient considérées comme plus nobles que celles liées au devenir quotidien du mouvement) situait les problèmes d'organisation domestique dans un rang inférieur (la population sans charges familiales augmentait au fur et à mesure que le nombre de membres du mouvement diminuait).

La figure 3 introduit dans le même graphique la distance entre participation et sympathie, selon la condition socio-économique mesurée par le baromètre post-électoral du CIS. Cette différence peut servir d'indicateur de la distribution sociale des obstacles à la participation. La plus grande participation se concentre dans le monde des directeurs, des professionnels, des techniciens, des cadres moyens et des étudiants et la participation la plus faible, chez les agriculteurs et chez les personnes exerçant des travaux domestiques non rémunérés. La distance entre sympathie et participation oscille entre 19.3% (minimum) et 32.9%. Les différences les plus importantes entre sympathie et participation se situent chez les ouvriers spécialisés (32.9% de différence) et les chômeurs (31.2% de différence). Les distances les plus petites

6. Aujourd'hui, une partie de la droite essaie d'expliquer « la crise » par l'excès de politique qu'il y a en Espagne et le coût que cela suppose pour les finances publiques.

entre sympathie et participation se trouvent parmi les retraités (19,3%) et les directeurs (22,1%). Les données sont cohérentes avec la recherche ethnographique : l'insécurité économique et le manque de temps libre sont des obstacles à la participation au mouvement.

Figure 3



Analyse secondaire des données de l'étude postélectorale des élections générales de 2011, CIS. Dans le tableau sont rassemblées les réponses aux questions 22a et 22b.

Conclusion

Le 15 M est passé par trois phases. Durant la première, qui va de sa naissance jusqu'aux mois de juin et juillet, ce fut un mouvement populaire hétérogène, avec des niveaux très élevés de participation. La deuxième phase s'étend de septembre à octobre où le mouvement suscite encore une participation importante aux assemblées de quartier. La troisième s'ouvre avec la mobilisation massive du 15 octobre. À partir de ce moment-là, le 15M se configure comme une coordination de mouvements sociaux liés à la gauche, avec une énorme capacité de mobilisation, mais avec une participation quotidienne très limitée et une surreprésentation de militants expérimentés.

Le mouvement prétendait mettre sur pied une nouvelle forme de participation politique au moyen d'assemblées populaires massives, renouant ainsi avec une tradition démocratique radicale bien représentée dans le modèle républicain de Thomas Jefferson (Lettre à John Taylor, 28 mai 1816) : « Sur la signification du terme *république*, au lieu de

dire, comme on a dit, “qu’il peut signifier tout ou rien”, on peut dire avec certitude et sens que les gouvernements sont plus ou moins républicains dans la mesure où l’élément de décision et de contrôle par le peuple est présent dans leur composition »⁷.

Les différents acteurs de ce mouvement ont su atteindre cet objectif en décentralisant les assemblées dans les quartiers et les villages pour permettre que la vie politique se déroule dans des cadres accessibles à ceux qui ont le moins de ressources politiques. De même, le mouvement fut efficace en réussissant à conquérir, non sans conflits, des espaces publics pour des réunions de délibération politique, au moyen de négociations, pas toujours faciles, avec les occupants des rues. Cependant, il n’a pas su comprendre à quel point ces réunions étaient fortement sélectives tant du point de vue social que de ses formes d’organisation : horaires et nombre des assemblées, etc. Comme tout mouvement assembléiste, il a mal résisté à l’influence des organisations politiques – d’extrême gauche – qui ont réussi à imposer leur agenda et leur répertoire de mobilisations. Paradoxalement, un mouvement démocratique a fini par être contrôlé par une oligarchie d’oisifs (sans charges familiales et de travail) et de « spécialistes » en mobilisation politique. Rien de nouveau sous le soleil : le phénomène avait été prévu dans la Grèce des v^e et iv^e siècle av. JC et Aristote l’explique clairement dans sa *Politique*⁸. Le mouvement initial disparaît aujourd’hui et tend à être incorporé dans les dynamiques du militantisme gauchiste. Malgré tout, les quelques mois de démocratie radicale dans les rues, avec une participation massive de non-professionnels de la politique, montrent qu’une autre manière de faire de la politique reste possible. Il est encore trop tôt pour mesurer l’effet de cette référence collective sur l’avenir des luttes contre le saccage néolibéral de l’Espagne. En tout cas, la dernière grève générale du 14 novembre montre bien que rien, y compris la mobilisation syndicale, n’est plus comme avant. Ce qu’on appelle « l’esprit du 15M » (démocratique et anti-néolibéral mais difficilement « classable ») avec ses nouveaux répertoires d’action (assemblées dans les rues) était très visible dans les rues et modifiait l’ambiance caractéristique de ce type de mobilisation. ■

7. Jefferson, Thomas (2007): *La declaración de independencia*, Madrid, Akal.

8. Aristóteles, *Política*, Barcelona, Gredos, 2004.